

Secrétariat Général

PARIS : 27 rue des Sablons, 75116 Paris (France)

Contact à DAKAR

Boite Postale 26463, Dakar (Sénégal)

www.global-local-forum.com

Global local forum

Le dialogue des territoires

www.global-local-forum.com

« L'économie au service des hommes dans le dialogue des territoires »

Ils ont dit :

« Depuis au moins deux décennies, la conception et les stratégies de développement ont considérablement évolué dans le monde et particulièrement en Afrique où la gestion des affaires publiques n'est plus l'apanage exclusif des Etats centraux. » Abdoulaye SENE, président du Global Local Forum

« Les dynamiques locales, pour promouvoir le développement territorial, doivent concerner l'ensemble des responsables des collectivités locales (Présidents de communes, Maires, Présidents de Conseils Provinciaux et Régionaux) et s'inscrire dans le cadre d'une approche multi-niveaux respectant, d'un côté, les politiques économiques des Etats et oeuvrant, de l'autre côté, à la modernisation de la gouvernance aux divers niveaux institutionnels et à l'ancrage et l'approfondissement de la démocratie auprès des populations. » Ahmed ARAFA, vice président, Global Local Forum

« L'approche territoriale du développement peut nous booster dans notre quête d'un développement. » Reine BENAÛ SAKANDÉ, chargée de missions au Ministère en charge des Relations avec le Parlement et des Réformes Politiques, administratrice du Global Local Forum.

« Je suis convaincue que la culture africaine et développement économique sont intimement liés et que la culture est un accélérateur du dialogue des territoires. Elle doit contribuer à la création de richesse. »

Olga JOHNSON, Déléguée générale du Global Local Forum, directrice de la stratégie du RAPEC

Le GLOBAL LOCAL FORUM un « think tank » international en réseau

Dans le foisonnement dynamique du débat autour des approches territoriales, Global Local Forum, comme « laboratoire d'idées » ou « remue méninge » international, entend contribuer à enrichir et aider à structurer les notions et concepts correspondants, par un renouvellement de la réflexion sur la coopération au développement. Il s'agit de repérer et valoriser les plus-values envisageables et leur impact territorial par un croisement des regards de la part des acteurs et chercheurs de tous horizons sur des logiques partenariales : inventer un nouveau développement mutuel entre territoires, réfléchir et impulser des formes innovantes de coopération. La coopération décentralisée, ce sont des territoires qui échangent. Cette dynamique s'appuie sur l'engagement et la contribution d'un réseau de "Groupes géographiques" et de "Correspondants" GLF présents sur les différents continents tout en respectant la multiplicité des analyses et en leur permettant d'être entendues.

Manifeste pour le dialogue des territoires

Au cours des quatre dernières décennies, les doctrines du Développement ont mis l'accent sur les besoins des Etats et, à l'autre bout de l'échelle, sur les projets de proximité au service de petites communautés humaines de base. L'échec relatif de ces stratégies « dissociées », méconnaissant l'échelle intermédiaire des territoires, est suffisamment démontré pour que l'on puisse sérieusement s'employer à promouvoir de nouvelles approches, correspondant à des identités vécues et à des espaces pertinents.

Le territoire est bien plus que la composante d'un puzzle institutionnel hérité des contraintes de l'histoire ou des volontés des planificateurs. Même si sa détermination spatiale peut être sujette à discussion et à évolutions, il correspond à une réalité géographique ressentie et à une solidarité vécue au quotidien. Ce peut être l'aire de rayonnement d'une métropole ou le rassemblement de petites villes et de communautés rurales fonctionnant en réseau dans un espace infra-étatique identifiable et cohérent, ou bien des régions et provinces historiques. Mais toujours des réalités tangibles sinon mesurables.

Le territoire n'a pas vocation à vivre son développement dans l'autarcie ou l'accaparement des ressources. Il vit par son aptitude à fédérer des initiatives, sous le signe de ses intérêts propres, mais aussi des impératifs acceptés de la solidarité nationale ou sous-régionale. Avant même de s'interroger sur les compétences, actuelles ou souhaitables, des autorités qui le gèrent, il faut prendre conscience de ses capacités intrinsèques et de ses ambitions potentielles. Le territoire vaut en effet par les avantages comparatifs qu'il détient ou qu'il développe, et par le talent de ses acteurs, qu'il faut révéler et accompagner.

C'est dire que la décentralisation politique, sous ses modalités variées qui résultent du génie des peuples, de l'expérience des administrateurs, de l'implication des élus et de la volonté des Etats,

n'est qu'une dimension, nécessaire sans doute, mais en aucune façon suffisante. L'ordre même de mise en œuvre des stratégies de gouvernance répartie est susceptible de varier selon les contextes. L'économie peut précéder le politique, ou l'inverse. Et le sentiment d'une culture partagée est souvent décisif dans la prise de conscience des communes appartenances.

Nous sommes persuadés qu'il n'est pas besoin d'atteindre un seuil de développement déterminé pour envisager de faire démarrer les territoires sur la base de leurs forces vives. Il ne s'agit pas d'un luxe de pays avancés dans leur développement, ou d'une phase qui devrait n'être abordée qu'après que tous les problèmes de cohérence nationale aient été intégrés dans un consensus civique parfait.

Le développement territorial n'est pas non plus l'habillage conceptuel des séparatismes. Bien au contraire, il en est le meilleur antidote. Parce qu'il est institutionnellement reconnu, il s'intègre dans l'ordre constitutionnel des Etats et concourt à leur fonctionnement régulier, évitant que le pouvoir central ne soit dans tous les domaines « l'intendant du détail » et doive régler les conflits du quotidien sans en avoir les moyens sur place. Le développement territorial est compatible avec les politiques, ou programmations, nationales conçues non seulement sur le mode distributif mais sur celui des solidarités actives et stratégiques.

Les Continents engagés dans les dynamiques du développement offrent tous, à leur manière, des contextes désormais favorables à cette prise de conscience. L'Amérique latine peut se prévaloir de traditions d'organisation fédérale mais aussi d'une réflexion plus récente et souvent novatrice sur le développement municipal et la gouvernance participative. L'Asie offre un paysage contrasté, mais même des pays centralisés sous l'aspect politique savent décliner leurs programmes sur une base provinciale ou régionale et déconcentrée. Et l'Afrique est beaucoup plus avancée que d'aucuns le pensent sur ce terrain : elle est en train de se doter à la fois des outils institutionnels de la décentralisation et de la déconcentration dans de nombreux pays, mais aussi de mobiliser responsables du développement, membres de la communauté du savoir et de l'expertise et décideurs et sociaux dans des réseaux enfin

structurés et interactifs. Quant à l'Europe on sait qu'elle n'a en grande partie conçu son développement – et ne peut sauver sa croissance – qu'en s'appuyant sur l'activité, voire la compétition organisée de ses territoires, villes et régions.

Les initiatives de développement des territoires ne peuvent prendre leur plein relief que si elles sont mises en commun, par l'échange des bonnes pratiques et des solutions innovantes, et accompagnées, par des acteurs institutionnels ou non-étatiques. Depuis longtemps, la coopération décentralisée, de collectivité à collectivité, de territoire à territoire, a montré qu'il était possible de collaborer entre pairs et d'associer élus ou autorités territoriales, responsables techniques et sociétés civiles locales, et populations, qu'elles soient sédentaires ou nomades - y compris dans leurs dimensions coutumières ou traditionnelles - dans des projets, puis des programmes, puis des processus, fondés sur l'expérience et tenant compte des contextes, et notamment de la diversité des approches et expressions culturelles.

Plus récemment, les associations et fédérations des pouvoirs locaux se sont donné les moyens de mettre en place au niveau mondial une organisation fusionnée et légitime, Cités et Gouvernements locaux unis (C.G.L.U.), et se sont également dotés de réseaux géographiques ou thématiques pertinents et actifs, en particulier à l'échelon régional (ainsi l'initiative FOGAR). Les gouvernements, les Organisations internationales, les banques et agences de développement ont désormais pris conscience d'une dimension territorialisée des programmes. Il se rendent compte également du fait que la réponse au défi alimentaire et climatique doit être tout autant cherchée dans le renforcement de la capacité des territoires que dans la régulation des marchés mondiaux. Mais, si l'on excepte des initiatives pionnières, notamment dans le cadre des agences des Nations Unies, les approches territoriales sont souvent une grille de lecture des politiques sectorielles plus qu'un moteur autonome du progrès des sociétés. C'est seulement au cours des derniers mois, en particulier avec les Journées européennes du Développement de Strasbourg en novembre 2008 organisées à l'initiative conjointe de la Commission de l'Union Européenne et du Comité

des Régions, en partenariat avec l'Union Africaine et en lien, entre autres, avec la Charte européenne de la coopération en matière d'appui à la Gouvernance locale que cela est devenu un objectif en soi, dans le cadre de préconisations non seulement techniques, mais méthodologiques et éthiques. L'intérêt manifesté par les Etats de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest) renforce encore le choix de cette priorité.

Le vœu des initiateurs du présent Manifeste est de passer à une dimension supérieure, d'y faire un enjeu de premier rang du débat public mondial, d'interpeller la communauté du développement et d'y associer la société de la connaissance. Il est aussi de faire en sorte que les voix et voies du « Sud », notamment africaines, soient mieux entendues. Leur propos n'est pas de critiquer ou de promouvoir un système économique, même par réaction à la crise, aux souffrances qu'elle apporte, aux espoirs qu'elle suscite à terme, ni même de rechercher une « via media », qui risque d'être un accommodement circonstanciel aux contraintes du moment. Si dans leurs méthodes ils peuvent se référer, sur cet objectif partagé par tous, la place des acteurs économiques et sociaux, aux approches du Forum de Davos, de celui de Porto Alegre ou d'autres enceintes de réflexion des décideurs, des experts, des acteurs de société civile, ils ne s'identifient pas à ces démarches, même s'ils peuvent en être eux-mêmes, à titre personnel ou institutionnel, les participants.

Ils entendent rassembler ceux qui, au-delà de leurs choix idéologiques et de leurs réflexions personnelles ou collectives sur les modèles, leurs vertus et leurs limites, partagent le diagnostic sur le rôle clé des territoires comme lieu du progrès humain et de développement économique, par le partage équitable des Biens publics mondiaux et une nouvelle stratégie, plus dynamique et plus proche des réalités, du bien-être pour le grand nombre.